

Le bien-être, une question de temps

d'après un ensemble d'articles de François Gardes¹
autour de "Full price elasticities and the value of time:
a tribute to the Beckerian model of the allocation of time"²

L'argent ne fait pas le bonheur car, pour les activités de consommation, la vie de famille et les loisirs, une autre ressource est indispensable : le temps. Le bien-être dépend donc de ces deux ressources et des choix des individus concernant la gestion de leur temps.

Comment intégrer le temps, par définition non marchand, à des questionnements économiques relatifs aux comportements des ménages ?

Consommer un bien ou un service demande du temps, en quantité variable selon par exemple que l'on choisit de faire les choses par soi-même (cuisine, couture, ménage, garde d'enfant) ou de les déléguer à un tiers (produits prêts à l'emploi, services). Le temps est partagé entre les loisirs et la vie domestique d'une part, et le travail d'autre part. Le travail marchand garantit un revenu qui est ensuite combiné au temps libre dans un certain nombre d'activités de loisir et de vie familiale.

Si ces considérations ont été mises en évidence par Gary Becker en 1965³, c'est encore souvent l'aspect pécuniaire du bien-être que les économistes étudient quand ils mesurent l'impact d'une mesure fiscale sur le pouvoir d'achat des ménages ou qu'ils réfléchissent au niveau des aides sociales. Intégrer le temps à leurs analyses impliquerait d'en connaître la valeur : c'est l'objectif de l'article "Full time price elasticities and the value of time". La prise en compte du temps permettra de mieux comprendre les comportements des consommateurs en identifiant les rapports entre dépenses d'argent et de temps et en examinant les inégalités au-delà des écarts de revenus. Cette approche de la consommation et de la satisfaction des ménages invite à repenser la pauvreté et les inégalités, mais aussi la relation entre temps privé, consacré aux loisirs ou aux tâches domestiques, et temps de travail.

¹ Centre d'économie de la Sorbonne et Paris School of Economics.

² Document de travail du CES n° 2014.14.

³ Dans son article "A Theory of the allocation of time" publié en 1965, Gary Becker présente le consommateur comme un producteur de biens non marchands qui, combinant des biens marchands et du temps, lui procurent satisfaction.

Quelle est la valeur du temps ?

Pour intégrer le temps à l'étude des comportements de consommation, il est nécessaire d'en déterminer la valeur. Au travail, elle est donnée par le taux de salaire net, mais **le temps privé, lui, n'a pas de valeur marchande, et il n'a pas la même valeur pour tous** : passer une heure à préparer un repas n'est pas équivalent selon qu'on travaille tard ou à mi-temps.

François Gardes propose d'estimer la valeur du temps⁴ à partir des choix de dépenses monétaires et d'usage du temps des ménages. Il établit des correspondances entre les dépenses monétaires des ménages (enquête Budget des familles) et l'utilisation du temps par les individus (enquête Budget Temps) et montre que **la valeur du temps d'un ménage varie selon sa composition, l'âge de ses membres, ses revenus et les taux de salaire marchand**.

Cette estimation de la valeur du temps permet de porter un nouveau regard sur la consommation et la satisfaction des ménages. Si l'on regarde le bilan de la récession qui a suivi la crise des *subprimes* aux États-Unis⁵, la hausse du chômage et des emplois à temps partiels a entraîné une baisse du revenu moyen. Mais l'essentiel du temps « libéré » n'a pas été consacré à la recherche d'emploi comme on pouvait s'y attendre, mais à la vie de famille, aux loisirs et aux tâches domestiques. Réduire l'effet de la crise à une baisse des revenus ne rend donc pas compte de la satisfaction procurée par le gain de temps libre.



« Time's cover this week », par MyEyeSees (2008), CC BY-NC-ND

Ce changement de perspective permet aussi de tenir compte de l'usage du temps libéré par un dispositif comme les 35 heures en valorisant la satisfaction associée aux gains en temps de loisirs ou en travail domestique. Reconnaître l'apport des activités hors du marché du travail peut également renouveler l'approche du travail non déclaré. Dans les pays en crise ou en transition économique⁶, lorsqu'on lutte contre le travail « informel », on doit tenir compte du fait que cet usage du temps représente un soutien pour les ménages pauvres auxquels le travail déclaré ne fournit pas de revenus suffisants.

Si les ressources en temps peuvent en partie compenser une baisse du pouvoir d'achat, notamment par du travail domestique⁷, elles sont aussi une source d'inégalités entre ménages : tous n'ont pas les mêmes ressources et tous ne peuvent pas exercer les mêmes substitutions argent/temps. Des données précises par ménage permettent d'affiner le regard sur les inégalités.

⁴ Classiquement, on calibre la valeur du temps à partir du taux de salaire espéré ou à partir du prix d'une heure de services.

⁵ Les résultats de l'article de M. Aguiar, E. Hurst et L. Karabarbounis (2013), "Time Use During the Great Recession", *American Economic Review*, n°10, sont discutés par A. Alpmann et F. Gardes dans le document de travail du CES n°2015.12.

⁶ Sur ce thème, voir F. Gardes et C. Starzec (2009), "Polish Households' Behavior in the Regular and Informal Economies", *Revue économique*, 60 (5), p. 1181-1210 ; Gunes, Starzec et Gardes, "Une évaluation de la taille de l'économie informelle par un système complet de demande estimé sur données monétaires et temporelles", *Revue économique*, 65 (4), p. 567-589.

⁷ En cas de contrainte financière, on peut changer de mode de consommation pour privilégier des biens moins chers mais qui demandent plus de temps. C'est le cas pour la cuisine (plats préparés / produits frais), mais aussi pour la garde des enfants (nourrice / garder son enfant soi-même) ou pour les déplacements (voiture / transports en commun).

Les inégalités, plus qu'une question de revenus

Le temps, comme les revenus, peut être source d'inégalité. Si suite à la crise certains ménages ont compensé la baisse de leurs revenus par du travail domestique, d'autres n'ont pas pu le faire, notamment lorsqu'ils avaient des enfants pour lesquels certaines dépenses monétaires ne sont pas substituables.

Dans certains cas, inégalités monétaires et temporelles peuvent se compenser. Une étude des coûts complets basée sur les dépenses des ménages français en 2000⁸ montre qu'**en dépenses complètes, les inégalités sont moins marquées que lorsqu'on compare seulement les revenus**. En moyenne, les ménages les plus pauvres compensent donc une partie de leurs contraintes financières par des dépenses en temps.



« #1 Série Ce que je suis », par Allison H (2013)
CC BY-ND

Englober l'ensemble des ressources et des dépenses, monétaires et temporelles, renouvelle l'étude des inégalités. Ainsi, les échelles d'équivalence qui permettent de comparer des ménages de taille différente ne rendent pas complètement compte des inégalités entre ménages si elles sont basées seulement sur les dépenses monétaires. Par exemple lorsqu'elles donnent une estimation de l'impact de l'arrivée d'un enfant sur le niveau de vie d'une famille, seule une approche en « coût complet » intègre les dépenses en temps consacré à l'enfant, qui sont assez importantes. Or, parce que **ces échelles d'équivalence servent à calculer le montant de certaines aides sociales, il est nécessaire qu'elles évaluent au plus près le poids « complet » de chaque membre d'un ménage**.

L'approche en "coûts complets" peut aussi être appliquée à chaque bien : la consommation d'un bien nécessite, en plus d'une dépense à l'achat, une certaine quantité de temps (pour manger, pour s'habiller, pour se cultiver, etc.). Or le temps n'a pas la même valeur pour tous, et tous n'ont pas besoin du même temps pour accéder à un bien : la localisation du domicile, les équipements technologiques du foyer ou l'insertion dans des réseaux de sociabilité peuvent faciliter l'accès à d'un ménage à un bien. Les ménages subissent donc des prix différenciés, ce qui génère de nouvelles inégalités⁹.

« Le marché noir des tickets de vie est en train de s'organiser sur une vaste échelle. Des démarcheurs visitent les pauvres et les persuadent de vendre quelques jours de vie afin d'assurer à leurs familles des moyens de subsistance complémentaires »

Extrait de *La carte* de Marcel Aymé.

⁸ F. Gardes, I. Sayadi, C. Starzec (2013), "Les échelles d'équivalence complètes : une estimation intégrant les dimensions monétaire et temporelle des dépenses des ménages", document de travail du CES n°2013.84, à paraître dans la *Revue d'économie politique*.

⁹ "Endogenous prices in a Riemannian framework", document de travail du CES à paraître.

Un nouveau regard sur le travail

Accorder une valeur au temps libre conduit à reconsidérer le travail marchand. Celui-ci procure des ressources monétaires, mais il réduit aussi les ressources en temps libre. **Travail marchand et temps non marchand contribuent donc de manière différente à notre bien-être.**

La participation au marché du travail peut être envisagée comme le pendant du temps nécessaire à la consommation¹⁰. **Puisque le temps libre est source de bien-être, y renoncer pour travailler demande compensation** pour remplacer la production domestique qu'on ne peut plus faire soi-même et maintenir un niveau de satisfaction identique. Il n'existe pas de combinaison optimale, valable pour tous, entre temps de travail et temps domestique car le temps libre n'a pas toujours la même valeur. Chacun, en fonction de ses caractéristiques, cherche à disposer d'un niveau suffisant de revenu et de temps libre pour préserver son niveau de consommation et ainsi améliorer son bien-être.

À partir de données sur les dépenses monétaires et temporelles des ménages, on comprend mieux l'évolution du temps consacré au travail et l'on peut estimer par une méthode originale l'effet d'une hausse du salaire horaire sur le temps de travail marchand. On vérifie alors par exemple que les couples avec enfants sont moins sensibles à une augmentation de salaire horaire que les autres ménages parce qu'une part de leur temps est dédiée à leurs enfants et ne peut pas être consacrée au travail marchand, même si leur taux de salaire augmente.

Si la valorisation des ressources en temps renouvelle l'approche des inégalités et des politiques redistributives, de l'évaluation des politiques publiques ou des crises, elle représente également un enjeu en matière de politique de l'emploi. Au-delà du cliché du chômeur profitant des allocations, il peut être utile de se demander ce qui constitue une réelle incitation au travail, qu'il s'agisse de mesures pour l'accès à l'emploi (prime pour l'emploi ou baisse de cotisations sociales sur les bas salaires, etc.) ou de la réévaluation des taux de salaire. L'approche des besoins et des dépenses à la fois monétaires et en temps est une piste pour améliorer l'efficacité de ces instruments.

¹⁰ F. Gardes, D. Margolis (2014), "Labor Supply, consumption and domestic production", document de travail du CES à paraître.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Insee (2011), "Depuis 11 ans, moins de tâches ménagères, plus d'Internet", résultats de l'enquête Emploi du temps 2010, *Insee première*. ↪ consulter
- Chenu A. et Herpin N. (2002), "Une pause dans la marche vers la civilisation des loisirs", *Economie et statistique*. ↪ consulter
- Gershuny J. (2000), *Changing times: work and leisure in postindustrial society*, Oxford University Press.
- Eurostat (2003), *Time use at different stages of life. Results from 13 European countries*. ↪ consulter